LES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS DEMANDENT L'ABROGATION DE LA CIRCULAIRE FONTANET NUMÉRO SPECIAL sur la Lutte des TRAVAILLEURS POUR LA CARTE DE TRAVAIL

1^{er}

ULTIMATUM au MINISTRE du TRAVAIL remis Le mercredi 11 Avril par des Travailleurs Immigrés

Depuis plusieurs mois, dans toute la France, des milliers de travailleurs immigrés luttent pour obtenir leur carte de travail. Aux multiples actions que nous avons menées, les instances exécutives de la circulaire Fontanet n'ont fourni que des solutions inadaptées à notre situation de travailleur. Nous ne sommes pas des cas sociaux attendant des mesures humanitaires, nous sommes des ouvriers exigeant le respect de leur droit.

A Paris, un millier d'entre nous ont constitué des dossiers avec le Comité de Défense de la Vie et des Droits des Travailleurs Immigrés et ses avocats; ceci n'est qu'un exemple; à travers toute la France de semblables dossiers sont quotidiennement établis.

Nous avons eu des patrons disposés à nous embaucher, mais à cause de votre circulaire Marcellin-Fontanet, nous n'avons pu régulariser notre situation.

Nous en appelons à votre autorité, Monsieur le Ministre, pour que l'on donne enfin satisfaction à nos revendications légitimes qui sont :

- 1) LA CARTE DE TRAVAIL DES L'EMBAUCHE - 2) L'abrogation de la circulaire Marcellin-Fontanet, c'est à dire la régularisation immédiate de tous les travailleurs immigrés actuellement en France - 3) pas de papiers provisoires - 4) un logement décent que l'on puisse payer, qu'un logement insuffisant n'entraîne pas l'expulsion - 5) que toutes les décisions de la Préfecture à notre encontre soient motivées et qu'il y ait un recours judiciaire - 6) libre circulation sur tout le territoire - 7) que les textes administratifs soient rédigés dans la langue d'origine.

A SAINT-ETIENNE, à MONTREUIL, à LILLE depuis le 12 mars, plusieurs d'entre nous font la grève de la faim pour obtenir satisfaction sur ces points; 2 déjà sont hospitalisés. Faut-il que l'on meure pour que les travailleurs immigrés se voient accorder les droits élémentaires dont chaque ouvrier doit jouir.

Nous ne pouvons plus attendre. Nous sommes déterminés à poursuivre et à intensifier notre lutte jusqu'à la satisfaction totale de nos revendications et, à cet égard, nous ne pouvons accepter un délai excédant 15 jours.

POUR L'ANNULATION DE LA Circulaire Fontanet

"Je travaille sans fiche de paie 10/11 heures par jour comme maçon, le patron a fait deux contrats refusés; le patron n'a jamais payé, il me donne des acomptes: 200, 500F. J'ai jamais eu mon salaire. Puis un ouvrier tunisien sans papiers a eu un accident dans le chantier. On a été mis à la porte le 24 novembre 72."

"Je n'ai aucune garantie et je peux être arrêté par la police à n'importe quel moment. Je suis obligé de vivre dans la clandestinité Je ne connais de Paris que ma chambre à l'hôtel et le boulot; c'est le seul moyen d'échapper au contrôle de la police. Cela fait deux ans que je suis dans cette situation. La police m'arrête le 25 août 72 vers 8 heures du matin pour contrôle d'identité. J'ai subi un interrogatoire. Après quoi on m'a donné un avis de quitter le territoire français du 25 août jusqu'au 4 septembre.

Ce sont des frères qui parlent de leur vie ici en France ; nous sommes des milliers dans la même situation : exploités , humiliés sans aucun droit. Nous , "les sans papiers" , c'est autour des frères qui ont fait la grève de la faim qu'on s'est regroupé , tous on avait la même idée : régulariser notre situation , et là nous avons compris qu'on devait se battre pour faire reconnaître nos droits... Quelques dizaines , puis des centaines , aujourd'hui nous sommes plus d'un millier , unis, décidés à nous battre jusqu'au bout pour obtenir l'annulation de la circulaire Fontanet-Marcellin et pour l'obtention de

la carte de travail dès l'embauche. Ce que nous avons obtenu grâce à notre lutte est important : les grévistes de la raim ont obtenu un contrat de travail et une carte de séjour d'un an.

Nous , " LES SANS PAPIERS " , nous avons une carte de séjour provisoire de 3 mois en attendant de régulariser notre situation. Ce sont de petites victoires , c'est vrai , mais elles sont importantes parce qu'elles ont fait reculer le Ministère: il a accepté d'accorder ce qu'il a refusé. Mais aussi parce que cela a permis d'avoir le moral de continuer.

suite → 8:3

16 Mars 1973
150 Travailleurs
Immigrés Occupent
la direction de
la main d'œuvre

POUR LA CARTE DE TRAVAIL!

Pour tous nos droits - Notre Dignité

Les grèves de la main ont commencé au mois d'octobre, quand les expulsions sont devenues de plus en plus nombreuses et que des milliers de travailleurs étaient traités comme des esclaves, qu'ils ne trouvaient ni travail, ni logement et cela parce que la circulaire Fontanet vient réglementer la vie des travailleurs immigrés, divisant les ouvriers français et immigrants.

Mais pour continuer, pour annuler la circulaire, pour obtenir la carte de travail, seule notre lutte contre les responsables de notre situation, va rallier à nous nos autres frères immigrés, les travailleurs français et la jeunesse. Tous ensemble, nous les obligerons à reconnaître nos droits.

Pour mobiliser tous nos frères travailleurs immigrés et français nous sommes allés par groupes aux portes des usines Renault, Chausson, Citroën parce que même les travailleurs qui ont des papiers sont touchés par la circulaire Marcellin-Fontanet. Nous sommes allés devant les entreprises de nettoyage : là nous le savons, tous les travailleurs immigrés travaillent au noir.

Nous avons aussi expliqué notre lutte aux lycéens et aux étudiants qui se battent eux aussi, nous avons été à leurs réunions, nous avons participé à leurs manifestations.

En même temps nous avons continué à aller en délégations à la Direction Régionale du travail et de la Main d'Oeuvre, ainsi qu'à la Préfecture.

Nous avons fait une conférence de presse où nous avons exposé nos problèmes. Puis le 16 Mars, nous avons occupé à plus de 150 travailleurs immigrés, avec des français la direction de la main d'oeuvre, après une

discussion de plusieurs heures avec le directeur Mr Bois; vers la fin de l'après-midi Edgar Faure lui-même, ministre du travail, nous a répondu par téléphone. Il nous a dit qu'il était le seul responsable pour la carte de travail et qu'il acceptait de discuter avec nous, mais pas quand on occupait.

Après 5 autres travailleurs ont décidé de la faire et le 21 février, 11 autres ont commencé une grève de la main pour soutenir leurs camarades et pour leurs propres droits. Une grève de la main a commencé à Valence à la fin de décembre 72; elle a été victorieuse (contrats de travail, carte de séjour). Après cela des grèves de la main ont commencé un peu partout sur le territoire Français. A Paris, le 15 février, 3 ouvriers ont commencé une grève de la main pour le droit au séjour et à la carte de travail.

Après 5 autres travailleurs ont décidé de la faire et le 21 février, 11 autres ont commencé une grève de la main pour soutenir leurs camarades et pour leurs propres droits.

A Toulouse : 65 ouvriers. A Lyon : 21. A Nice : 11. A Aix : 10. et actuellement 25 autres à Marseille. A la rue Saint-Maur à Paris, 1000 ouvriers se sont regroupés parce qu'ils sont dans la même situation.

Après cette lutte, les camarades grévistes ont obtenu une carte séjour et un contrat de travail et les autres ont obtenu une carte de séjour provisoire de 3 mois et un contrat de travail à remplir.

Aujourd'hui le problème, c'est le contrat : si le patron ne déchire pas le dossier, c'est la Préfecture

Main d'Oeuvre ou la Préfecture qui le refuse.

Ces luttes ont permis à tous les ouvriers immigrés de s'unir à travers toute la France dans la lutte pour la carte de travail et l'abrogation de la circulaire Fontanet.

Le 18 mars, nous nous sommes rassemblés à plus de 1000 immigrés et français dans une réunion de travail à la Mutualité à Paris pour discuter ensemble de ce qu'il fallait faire pour mobiliser plus de gens, et surtout les travailleurs français, et avancer dans la lutte. Nous avons décidé que pour tout le monde, il fallait avoir des cartes; pour cela il faut être dans tous les quartiers et y travailler régulièrement tout en continuant les actions et en prenant des initiatives pour unir le mouvement dans toute la France.

C'est pourquoi nous avons décidé de manifester le samedi 31 mars et de faire un meeting national le 1er avril.

PERMANENCE TOUS LES JOURS DE 18H à 20H | Imp Spé - Comité de
154 RUE ST MAUR - Paris 11^e M^o Belleville | Défense des droits et de la vie de l'immigré

La circulaire faite par Fontanet, ancien ministre du Travail, entrée en application le 15 septembre 72, réglemente l'immigration en France. Elle contredit la loi de 1946 qui reconnaît à tous les travailleurs le droit à la carte de travail : ELLE EST ILLEGALE.

Ce qu'ils veulent, c'est nous ATTACHER COMME DES ESCLAVES aux patrons, nous surveiller par la police, et quand ils n'ont plus besoin de nous, un simple coup de pied et nous voilà chez nous, au pays.

Nous, ce que nous voulons, c'est vivre comme des ETRES HUMAINS, NOUS REFUSONS L'ESCLAVAGE.

Notre devoir, c'est d'expliquer, discuter avec nos frères, nos amis, dans les cafés, les usines, dans la rue pour grouper toutes nos forces et continuer la lutte.

Ce qu'ils veulent, c'est nous enchaîner à un même patron : dans la circulaire Fontanet, désormais, la carte de séjour et la carte de travail sont liées, elles sont délivrées par la Préfecture de Police.

A Citroën, on embauche 1000 travailleurs, 6 mois après, 600 sont licenciés et la direction embauche 600 autres qui, 6 mois plus tard seront à leur tour licenciés. La police peut refuser de renouveler leurs cartes de séjour, même s'ils sont venus par l'intermédiaire de L'ONI. Ce qu'ils veulent, c'est une main d'œuvre docile, renouvelable tous les 6 ou 12 mois.

**ILS VEULENT NOUS EMPECHER DE REVENDI-
-QUER. DE LUTTER. ILS VEULENT NOUS DI-
VISER..**

**POUR NOUS, CELA VEUT DIRE, PERDRE LES PRIME
D'ANCIENNETE, NOUS ECRASER DEVANT TOUTES
LES LOIS DU PATRON ET RESTER DANS L'AN-
GOISSE, L'ANGOISSE DU DEMAIN : SOMMES
NOUS SURS DE TROUVER UN EMPLOI, NOURRIR
NOS GOSSÉS, ENVOYER DE L'ARGENT AU PAYS**

Les allocations de chômage, on ne les touchera pas, alors même qu'on paye nos cotisations quand on travaille. Et si on est en chômage, cela veut dire qu'on est dans une situation irrégulière.

Le SALAIRE c'est le patron qui le fixe. La loi dit que le salaire de l'immigré pour un même poste de travail doit être égal à celui d'un travailleur français. Or, les patrons s'en moquent et trouvent un moyen pour nous payer un salaire bas, pour mieux nous diviser.

En plus, si notre salaire est jugé insuffisant, ce ne sont pas les patrons qui seront poursuivis en justice, et nous, les ouvriers, la police nous refusera les papiers : LA CARTE DE TRAVAIL ET LA CARTE DE SEJOUR, parce que les patrons nous payent mal. BRAVO POUR LA JUSTICE DES PATRONS.

ILS VEULENT NOUS CONTROLER

1) DANS NOTRE METIER : pour la qualification on ne peut exercer qu'un seul métier, inscrit sur la carte de travail et la carte de séjour. Le patron ne peut nous embaucher que pour exercer ce métier et il est presque impossible de changer de métier sur la carte de travail.

2) DANS NOS LOGEMENTS : désormais, le logement fera partie du contrat de travail. L'employeur doit l'assurer et pour une durée égale à celle du contrat de travail. Il doit être dans des "conditions décentes et à un prix normal" cela n'est pas clair. Nous vivons tous dans des conditions misérables et si l'on veut changer de patron et que par hasard on trouve un employeur, notre logement est supprimé et nous nous retrouvons dans la rue. Et c'est la police qui va contrôler nos logements.

3) NOS RENTRÉES : Pour pouvoir travailler en règle, le travailleur devra passer par l'ONI dans son pays d'origine. La durée de son séjour en France, il l'ignore. Le travailleur qui rentre comme touriste en France se verra refuser toute régularisation de sa situation.

OUI FRERES, NOUS CONTINUERONS LA LUTTE DANS TOUTE LA FRANCE, MAIN DANS LA MAIN, ET NOUS JURONS QUE NOUS IRONS JUSQU'AU BOUT POUR ABOLIR TOUTES LES LOIS QUI NOUS EMPECHENT D'ETRE DES HOMMES.

La manifestation du 31 Mars à l'appel des 800 travailleurs sans-papiers de la rue St Maurice regroupée de Belleville à la Nation plus de 7000 personnes et 9 uni lycéens, étudiants, ouvriers français et immigrés autour de la revendication de la Carte de Travail. Un rassemblement National a eu lieu le lendemain à la mutualité et des délégations de 17 villes de Province ont parlé de leurs luttes. On a pu voir que vraiment la grève de la faim nous a permis à nous travailleurs immigrés de poser notre problème et cela partout en France. Mais il nous reste aujourd'hui à unir nos forces pour obliger le ministre du travail à céder à notre revendication.

A Paris, l'ultimatum que nous portons partout : déjà le 11-4- au Ministère du travail et le 12-4 à l'Assemblée Nationale en forte délégation nous permettra de développer plusieurs actions. Nous pensons aujourd'hui que c'est autour d'initiatives de ce genre que nous pouvons nous unir et remporter la victoire.

العمال المهاجرون يطالبون بتعطيلهم مشروع مرسكان فونطاني

عدوه خاص عن نضال العمال من اجل بطاقة العمل

رسالة اجل مفتوحة الى وزير العمل

قارن اليوم اخوان بقدرون بعشرين متخفا من العمال المهاجرين واعضاء من لجنة الدفاع عن حياة وحقوق العمال المهاجرين بعد كتابة رسالة الى وزير العمل بالذهاب الى الوزارة وقد تعلقوا 8 يونيو آكس وليك ومرسيليا وباريس حيث ساد لهم مساعده الرسالة وهي رسالة اجل - باريس في 9 افريل 1973 - عن عمال مهاجرون منذ ظهور وفتح نفاذ من اجل حقوقنا - وقد قمنا بافراقات ثمانية نفي تامل التراب الفرنسي - تقديم شكايه بالمشرع لانه مشروع غير قانوني - احتلال مركز الين - العاملة يوم 16 مارس - مظاهرة يوم 31 مارس ب 7000 عامل - اجتماع عار يوم 1 افريل بقاءت لا منالتي وهذه الاشياء كلها لم تقع منكم اي مبادرة - لذا اليوم نرفض وبشدة ان تكون عبئا جديدنا اننا خائفين في عملنا الشوماج والفرزبية ان اجتماعية ومع ذلك لم يكن لنا الحق فيهما - اننا نطلب وبشدة فطيم قرار فونطاني مرسكان لان ما دام هذا المشروع موجود لا يمكن لو فعبينا ان نتحسن - وهذا المشروع والذي يثل بطاقة العمل يكوننا والذي يبقى العامل عبداً في راحة البيرون بعد قس دم وحقوقه وبغده احواله نطلب الاجابة من مطالبنا - بطاقة العمل منذ مباشرة العمل - فطيم هذا المشروع - فطيم البوليس لنا يجب ان يكون قانونيا وبسبب حرية الدفاع - لا ورات وقتية وانما بطاقة كل ولا اقامة - يجب ان تكون كل الاوراق الادارية مكتوبة بكل اللغات حتى يتمكن العامل من فهمها - مع العلم ان حاليا بدأ في مونترياق اضراب جديد للجوع - ومني ليل كذلك هناك عمال مرفق عليهم 3 يوما في اضراب الجوع - اننا نعتبركم مسؤولون من حياتهم واننا نسئ في هذا الطريق حتى نأخذ كل حقوقنا - ولذا لم نجيوتنا في مدة قدرها 3 اسابيع واني يوم 28 افريل فانكم تتعملون كل المسؤوليات لاننا نسئ في قداما في طريق النضال الى ان نخرج من كل حقوقنا .

- العمال المهاجرين -

ضد العبودية - ضد مشروع فونتاني-مرسلان من أجل حقوقنا وكرامتنا نهالبا:

للتمييز والعسكرة فتتصرف في الدوسيه
فإن أمانهم البرهون وقد تم ذلك
مركز اليد العاملة ترفقه لها في
من لشركم - ذلك هذه الانتفاضة
الحقت هذا راسخا في باريس وفي
كامل التراب الفرنسي حتى نظام العامل
في باريس مع اجنيد في ليون ولين وآس
ومرسليا حتى يتسنى لهم فيهم هذا
المشروع واحسن ما توصلنا عليه حاليا هو
الوحدة الكاملة من طرف الاخوان وتعتبر
خطوة حقاها العامل المهاجر منذ
وجوده على ارض فرنسا -

بدأ اضراب الجوع في أكتوبر حيث كثر الطرد
واهم الان العمال يجاملون كالعبيد
لا يجدون العمل ولا المعافاة والسبب في
ذلك دعوات هذا المشروع قسم الناس وفرق
بينهم وبين ذلك ظهرت فكرة اضراب الجوع
احدما جادا فاجأ عن الحق المقتضب ومن
لنا بدأ يكثر حيث قام وبداء اخوان
في فالونس في آخر السنة وطلوعها
اثرها على بعض الانتفاضة وكثرت
عملك وبطاقة اقامة وانتشرت
بعدها في كامل التراب الفرنسي في باريس
وعمال شنوا اضراب الجوع للمطالبة حقوقهم
وبيوم 15 فيفري قام اخوان كذلك

تونسيون ومغاربة تم يوم 21 فيفري
تربوا عامل بشن اضراب الجوع لصعوبة
اخوانهم والمطالبة حقوقهم بنطع سان مور
وفي تولوز 65 عامل ربي ليون 21 عامل
وفي نيس 11 عامل ثم في آس 10 و
25 في مرسليا حاليا وقد اتفق حاليا
حوالي 1000 عامل حول 11 بنهم سان
مور وفجبتهم وفعية واحدة
وبعد ذلك حولك دخل الاخوان للفرنسيين
على بطاقة اقامة بسنة
مع كونترا بسنة والا خروج قتلوا
على بطاقة اقامة بـ 3 اشهر ودوسي

الجماعة امتناقضوا بامرسلان
الرقني
عدد هم بما خوف

31 مارس مظاهرات جمعت 7000 عمال مهاجرين
وفرنسيين - ضد مشروع فونتاني-مرسلان
العمل وبهفة عامة ضد حياة العبودية ومن أجل
كرامتنا ونفس الحقوق لكل العمال مهاجرات اجنسية

ألف عامل من غير أوراق: ضد العبودية - نريد حقوقنا

"ليس لي أي ضمان والسرلة لها الحق أن توقفتني في كل دقيقة - وأصبحت مجبور
على العيشة في السرية - لا أعرف من باريس غير الشغل وبيني لها هذه الوسيلة
الوحيدة حتى أمنع من كنترول السرلة - وعشت هكذا سنتين... ولكن يوم 25 أوت
1978 أوقفني البوليس وأنا ماشى لى عملي وبعد ما بعثوني - أعطوني قرار طرد -"

* هذا ما صرح به أخ مهاجر في ندوة صحافية قمنا بها - هذه حياتنا
اليومية ونحن بالآلاف في هذه الحالة: يمضون دماثنا ويدوسون كرامتنا
يعر موننا من كل حقوقنا.

* نحن العمال "من غير أوراق" لالتفينا حول المظربين عن الطعام وهناك معهم فهنا
أننا قادرين على النضال لفرض حقوقنا - واليوم نحن أكثر من ألف منحد بين
ومقررين على الكفاح حتى إلغاء مشروع فونتاني-مرسلان والتدخل على بطاقة
العمل.

* إن ما تحمنا عليه بنضالنا مهم كثيرا: في الأول تحصل المظربون على الطعام
على عقد عمل (كونترا) وبطاقة اقامة لمدة عام - ونحن تحمنا على بطاقة اقامة
موقته لمدة ثلاثة أشهر - هذه الانتصارات صغيرة، أولا لأنها أجبرنا السلطة على التراجع
بما أنها أعطتنا ما كانت ترفقه من قبل وثانيا لأنها أعطتنا القوة لمواجهة النضال

(البقية...)

بطاقة العمل ونفس الحقوق لكل العمال

لكن حتى نواصل النضال وحتى نلغي مشروع فونتاني ونتحصل على بطاقة العمل يجب أن نوحّد حولنا كلّ العمال المهاجرين والفرنسيين أن نتوحد في الكفاح ضدّ المسؤولين الحقيقيين على مشاكلنا. لهذا ذهبنا أمام العامل وخبّرنا العمال بمشاكلنا ولأنّ هذا المشروع يمتنّ حقوق كلّ العمال حتى الذين عندهم أوراق كما توجهنا إلى النلا مدة والطلب في اجتماعاتهم لتفسير قهيتنا. كما شاركنا في مظاهراتهم. ويوم 16 مارس احتلّ أكثر من 150 عامل مهاجرين وفرنسيين لمدارة اليد العاملة وبعد نقاش دام عدّة ساعات مع المدير وملتنا مكالمة هاتفية من "لايد قار فور" الوزير السابق للشغل الذي قال لنا أنه هو المسؤول والمقتر في هذه القضية وأنه مستعدّ يناقش معنا لكن من غير احتلال. لهذا الآن يجب أن نعطي لأنفسنا الإمكانية للناس مع وزير الشغل وتقديم مطالبنا. وتركنا المكاتب متجهين في مظاهرة صغيرة للتفهم للناس المجتمعين في السوارع قفية المهاجرين. ويوم 18 مارس تجمعنا 1000 مهاجرين في اجتماع عمل وقررنا فيه أن أهمياتنا لثيرة العمل من أجل تجميع العمال المهاجرين والفرنسيين - وتمعيد نفالنا و أخذ مبادرات جديدة والتمركز في الأحياء العمالية والعمل لجمع كلّ العمال من غير أوراق وتوحيد النضال على كامل فرنسا. لهذا قررنا مظاهرة يوم السبت 3 مارس وتعظيم التجمع العام لكل فرنسا الذي حصل يوم 1 أبريل 1960.

نضالنا من أجل الحقوق جعلت منا قوة

11. Avril
delegation au
ministère du
TRAVAIL.

يوم 11 أبريل قام اخوان بملكون لجنة الدفاع وعمال مهاجرين واخوان بملكون ليك ومرسيل لتقديم رسالة اجل الى نائب الوزير.

احتلال السفارة

يوم 11 أبريل وفي المساء قام فريق باحتلال مركز صحيفة France Soir - وهذه الصحيفة عنصرية وفي القدر اغنيانها عن نشر الرسالة مع العلم ان هذه الصحيفة لم تنشر اي شيء عن رضالاتنا

يوم 12 أبريل توجه فريق من العمال المهاجرين والفرنسيين لتقديم رسالة الاجل الى بعض نواب مجلس الامة - وقد اعطونا موعداً يوم 26 أبريل

بعد المظاهرة والاجتماع العام ففي لا مونتاليني وبعد كل هذه النضالات. والتي خاضها العمال من اجل حقوقهم ومن اجل بطاقة العمل. كان الوقت ان يورد وزير الشغل عن مطالبنا لدا قررنا اخوان في اجتماع عام تقديم رسالة اجل للعمال المسؤولين - وبعد ذلك وفوننا والتقى فائتة الالف بعد ذلك هذه النضالات - قررنا هرق في جميع البواب عن طريق مبادرات فوفها حتى بانفسنا ومع اخوان من لجنة الدفاع ومن هذه المبادرات مايلي:

مشروع فونتانبي هو مشروع العبودية

مشروع مرسلات فونتانبي هو مشروع قد تمه الوزير السابق للشغل فونتانبي ودخل حيز التنفيذ يوم 15 ديسمبر 1972 ان ما يريد منه هو ربطنا ببرطون مثل العبيد ومراقبتنا من طرف الشرطة ثم عنده بالافتتاحنا بيهود ونا - ان ما يريد من هو العبيد مثل كل الناس - اننا نرفض العبودية وعلينا ان نخرج لكل الناس و 5 وبيتنا والذائق مع كل الاله حوان من المقاهي والمعامل حتى نجعل كل اخواننا ونواهل الذوات - ومن واجبنا مساعدة كل المهاجرين على دفعهم ذقبتنا - فن الاله العمال في ان ذقف كالبنيان العرصة والبد الواحدة حتى يلغى مشروع مرسلات فونتانبي وكل القوانين التي تجعلنا عبيد وان فونتانبي وجمودنا على الوسيلة الوحيدة التي تجعل العمل الفرنسي معنا - وان ما يريد منه هو جعلنا في رحمة البرطون - في مشروع مرسلات فونتانبي بطاقتا العمل برطونيه بطاقتا الاله قائمة رناحة الالفين من البرفكتير ومدة عقد العمل في شاري مدة بطاقتا الاله قائمة - في بنشرون تشتغل 1000 عامك وبعد ستة اشهر تظرد 600 وتعرفهم ب 600 جدد وهؤلاء يظردون والشرطة عندها حق ان ترفض بطاقتا العمل حتى ولو قد اتو عن طريق الحكومة - ان ما يريد منه هو ان يامله طائفة قبد ك 6 اشهر او سنته - انهم يريدون منعنا عن المطالبة لحقوقنا ومنعنا عن المطال - ادهم يريدون تقسيم كل العمال ما يجيب هذا ؟ - يعني اننا نبيع (Prime) - التواطؤ امام البرطون والبقاء في حالة الخوف - هل نسجد عمل من جديد - كيف سنعيش اطفالنا - ومن اين سنجعت باله عانه ان الاله - محرومون في حقنا من الشوماج والفرقية الاله اجتماعية - الاجرة البرطون هو الذي يقررها والقانون يقول يجب اعطاء ذقف الاجرة للمهاجرين والفرنسيين حيث يقومون بذقف العمل - لكن البرطون لا يحترم هذا القانون - فذقف الاجرة للفران المهاجرين حتى يتقدم بينهم وبين العمال المهاجرين والبوليس بدل من ملاحقة البرطون يرفض لنا اوراقنا - ويراقتونا في عملنا وفي صنعنا ومثلا ان العامل الذي له صندة لا يعان له ان يشتغل في صنعته اخرى حتى ولو كان هناك عمل آخر ولا يتركونا نعمل الا في هذه الصنعة وطلبنا هذا مستحيل بان نغير الصنعة في بطاقتا العمل.

وبراقتونا في السكنة وهذا هو عرق البوليس لا جبان في سواد عيوننا بان يعطينا البرطون السكنة اولا يعطينا وانهم حتى تكون السكنة قت رحمة البوليس وتنظم مع انتهاء الكونترا وعلو كل العمال والذين ياتون بحجة السباحة ثم العمل من بعده فلان جيروسيطة ليو ان ياتو عن طريق الحكومة حتى تخرج من اوراقهم

ملزومه عن الكاردي ترافاي

عيشه مشومه المقسم بالله عبية مشومه -
 وعيشتي قتلها ملزومه -
 خلت بلادي وختيت عيالي واولادي وختيت امي
 وختيت عادي وختيت اعمامي في الخومة -
 جيت سواح وتعتالي عجيبني المبراح الاصع قمت يا فلاح
 نلقاقت خديعة معلومة -
 من السنة انسنس وذقله آتلوج ونجس من
 له عمل كل هل نلقسلس - لو هبوتن لخر عيب نوم
 الجيب فرغ الشوماج ريتيه بدا يلغ -
 العبية ه ويدة بالقرع الشومبر ميترو ونلف مقسومة
 يا خياني فونتانبي هارها بلعاني
 وخلاي مشومبرنعاني هذاف ذهبه في
 الحكومة -

العنوان: كل يوم من ساعة 18^{هـ} الى 21^{هـ}

154 نهج سان مولد

ميتروا بالقبيل